



---

**Conseil de sécurité**  
**Briefing du Comité 1540**

New York, le 26 mars 2024

Déclaration prononcée par la Suisse  
Riccarda Chanda, Représentante permanente adjointe de la Suisse

---

Madame la Présidente,

Je remercie le Président du Comité 1540 et Représentant permanent de l'Equateur, Ambassadeur De la Gasca, de sa présentation.

Depuis près de vingt ans, la résolution 1540 est un pilier majeur de l'architecture internationale de non-prolifération. Malheureusement son Comité est affecté par un manque évident de confiance entre les membres de celui-ci, ce qui mine son efficacité et sa capacité de mettre en œuvre son mandat.

Laissez-moi souligner trois exemples à cet égard.

Premièrement, ce Comité est chargé de mettre en œuvre la résolution 1540. Cependant, il est regrettable de constater qu'à ce jour, il n'ait pas encore été en mesure de prendre une décision quant au sujet à approfondir au titre du paragraphe 12 et ceci 15 mois après l'adoption de la résolution 2663. Alors que plusieurs propositions ont été proposées par la Présidence du Comité et la coordinatrice du Groupe de travail sur le suivi et la mise en œuvre, le consensus se heurte à l'opposition d'un membre permanent. La Suisse réitère sa souplesse quant à la thématique à sélectionner et encourage le Comité à choisir un thème qui aborde les lacunes identifiées lors de l'examen complet de 2022. Nous appelons tous les membres à travailler de manière constructive et à faire preuve de flexibilité afin de donner une opportunité au Comité de mettre en œuvre son mandat.

Deuxièmement, nous saluons le fait que le Comité ait pu pourvoir les postes vacants du groupe d'experts. Nous remercions aussi les trois membres du groupe d'experts qui ont continué leurs engagements pendant cette période difficile. Rappelons néanmoins que le processus de sélection des experts a pris plus d'une année. Il convient également de souligner que les règles établies conjointement par les membres du Comité en début de processus n'ont pas été respectées. Malgré l'appel répété des membres élus, les candidats des membres permanents ont reçu un traitement différent des candidats issus des autres pays. Nous appelons les membres permanents à pleinement respecter les droits des membres élus à pouvoir être représentés sur un pied d'égalité et de ne pas considérer la nomination de leurs propres experts comme allant de soi.

Troisièmement, la coopération et l'assistance sont les moteurs de la mise en œuvre de cette résolution. Le Comité et son groupe d'experts peuvent jouer un rôle central pour mettre en adéquation la demande et l'offre d'assistance. Nous saluons l'initiative de revoir les modalités d'assistance et les ébauches successives élaborées par le groupe d'experts. Pour la Suisse, la version actuellement proposée est équilibrée et permettrait de s'assurer que les demandes d'assistances reçoivent toute l'attention qu'elles méritent. Or, en raison de l'opposition d'un membre permanent, cela fait plus d'une année que le Comité n'arrive pas à se mettre d'accord. La Suisse est d'avis qu'un consensus devrait être rapidement atteignable, vu qu'il ne s'agit pas de consigner une nouvelle procédure de manière définitive, mais plutôt de remédier à des lacunes identifiées, tout en reconnaissant la nécessité d'adapter régulièrement les procédures.

Madame la Présidente,

Les vingt ans d'existence de la résolution 1540 devraient offrir une occasion propice pour célébrer ses accomplissements et réfléchir aux défis à venir. Si nous saluons la proposition de négocier une déclaration présidentielle, nous regrettons néanmoins que la tenue d'une réunion publique d'information – pourtant mandatée par la résolution 2663 – qui permettrait de donner la visibilité requise à notre résolution se heurte au manque de consensus au sein du Comité. Afin de regagner en efficacité, il est temps de rétablir un minimum de confiance entre les membres du Comité.

Tous les Etats ont une responsabilité de contribuer à reconstruire cette confiance. Dans cette veine, le Pacte pour l'avenir fournit une excellente occasion de reconstruire une base commune pour traiter ensemble de la menace que constituent l'acquisition et le trafic d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques par des acteurs non étatiques. Nous devons assumer collectivement cette responsabilité.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Madame President,

I would like to thank the Chairman of the 1540 Committee and Permanent Representative of Ecuador, Ambassador De la Gasca, for his presentation.

For almost twenty years, Resolution 1540 has been a major pillar of the international non-proliferation architecture. Unfortunately, its Committee is affected by a clear lack of trust among its members, which undermines its effectiveness and its ability to implement its mandate.

Let me highlight three examples.

Firstly, this Committee is responsible for implementing Resolution 1540, but it is regrettable that to date it has still not been able to take a decision on the subject to be pursued under paragraph 12, 15 months after the adoption of Resolution 2663. While several proposals have been put forward by the Committee Chair and the coordinator of the Working Group on Monitoring and Implementation, consensus failed due to the opposition of one permanent member. Switzerland reiterates its flexibility regarding the topic to be chosen and encourages the Committee to choose a theme that addresses the shortcomings identified during the 2022 comprehensive review. We call on all members to work constructively and show flexibility in order to give the Committee an opportunity to implement its mandate.

Secondly, we welcome the fact that the Committee has been able to fill the vacancies on the Expert Group. We would also like to thank the three members of the expert group who have continued their commitment during this difficult period. It should be remembered, however, that the process of selecting the experts took more than a year. It should also be pointed out that the rules established jointly by the Committee members at the start of the process were not respected. Despite repeated calls from elected members, candidates from permanent members were treated differently from candidates from other countries. We call on the permanent members to fully respect the rights of elected members to equal representation and not to take the nomination of their own experts for granted.

Thirdly, cooperation and assistance are the driving forces behind the implementation of this resolution. The Committee and its group of experts can play a central role in matching the demand and supply of assistance. We welcome the initiative to review the assistance modalities and the successive drafts drawn up by the group of experts. For Switzerland, the version currently proposed is balanced and would ensure that requests for assistance receive all the attention they deserve. However, due to the opposition of one permanent member, the Committee has been unable to reach agreement for over a year. Switzerland is of the opinion that it should be possible to reach a consensus quickly, given that it is not a question of establishing a new procedure definitively, but rather of remedying identified shortcomings, while recognising the need to adapt procedures on a regular basis.

Madam President,

The twentieth anniversary of Resolution 1540 should be a fitting occasion to celebrate its achievements and reflect on the challenges ahead. While we welcome the proposal to negotiate a presidential statement, we regret that the holding of a public information meeting - although mandated by Resolution 2663 - which would give the required visibility to our resolution, failed to reach consensus within the Committee. In order to regain effectiveness, it is time to re-establish a minimum of trust between the members of the Committee.

All States have a responsibility to help rebuild this trust. In this vein, the Pact for the Future provides an excellent opportunity to rebuild a common basis for dealing together with the threat posed by the acquisition and trafficking of nuclear, chemical or biological weapons by non-state actors. We must assume this responsibility collectively.

Thank you.